

SEANCE PLENIERE DES 23 ET 24 JUIN 2011

INTERVENTION SUR L'ADOPTION DU PROJET DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE

Par Gilles GODEFROY

Monsieur le Préfet, Monsieur le Président, chers collègues,

Très imposant document que vous nous avez fourni, Monsieur le Président !

La partie inventaire est remarquablement effectuée, même si le diagnostic laisse deviner les remèdes que vous allez proposer.

Les médecins de Molière avaient une cure à tout : ils saignaient ! Mal au ventre, une saignée, à la tête, une saignée, vous vous sentez faible ? Une saignée. Et on s'étonnait après que le malade meure plus vite que prévu !

Or c'est ce que vous faites avec l'Europe.

Je vous cite car c'est trop beau pour le manquer :

Or, l'Europe qui, à travers le traité de Lisbonne affirmait sa volonté de devenir la région du monde la plus compétitive,

Dans votre rapport vous nous proposez tout simplement de réfléchir à un nouveau projet de civilisation... grande ambition, que je trouve un soupçon démesurée mais qui est symptomatique de votre but, de vos envies, de vos espoirs : le coupe Europe / Région.

La région est perçue comme un territoire qui a vocation à être autonome, un Etat dans l'Etat, un Etat qui se passerait bien de l'Etat, une Région Européenne – où tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Et vous l'avez dit vous-mêmes : nous sommes rentrés dans l'ère des conséquences. Et la conséquence de vos choix c'est la situation dans laquelle se trouvent nos compatriotes.

Du fait d'un temps de parole limité je vais me concentrer sur quelques points importants de votre communication.

Voyons en premier lieu les services publics :

Parler des services publics et sortir de belles phrases sur le service au public c'est bien beau mais dans la réalité le service est devenu un sévice !

La politique que vous soutenez c'est celle de l'Europe de Bruxelles, qui prévoit la « concurrence libre et non faussée » et la libéralisation des services publics, conséquences des Traités européens et des directives qui en découlent...

La qualité des services s'est donc dégradée et ce n'est qu'un début...

Le Front national, étant le seul à s'opposer aux traités européens, est le seul à défendre véritablement les services publics.

Vous avez voté sans opposition l'Acte Unique en 1986, le Traité de Maastricht en 1992, de Nice en 2000, la Constitution Européenne en 2005 rebaptisée Traité de Lisbonne en 2008... le principe de la « concurrence libre et non faussée » imprègne toutes les politiques économiques et sociales, y compris en matière de services publics rebaptisés « services d'intérêt économique général » (SIEG). On n'appelle même plus ça : Service Public !...

Pour être plus précis rappelons quatre services publics détruits grâce à votre Europe et donc grâce à vous, avec bien entendu des "conséquences" dont vous parliez auparavant pour notre Région.

Nous sommes donc en plein dans le SRADDT car c'est bien de l'avenir dont nous parlons:

- Les télécommunications, en 1989, sous la présidence « socialiste », avec l'ouverture progressive à la concurrence. En 1993, la Commission européenne décide la totale ouverture à la concurrence des télécommunications à partir du 1^{er} janvier 1998.
- Pour le transport ferroviaire, la libéralisation a été initiée en 1991 par la directive 91/440. Les lois de 2003, 2005 et 2008 ouvrent un peu plus ce transport à la concurrence. On a pu lire dernièrement que certains voulaient la libéralisation des TER...
- L'électricité et le gaz, c'est en 1999 sous Jospin, encore un gouvernement socialiste, que la concurrence commence à s'appliquer. En 2003, les directives concernent le secteur des particuliers.
- Et pour la Poste, le premier projet de directive européenne est lancé en 1989, désolé mais c'est encore par un socialiste...La première véritable directive européenne date de 1997. Elle est transposée en droit français en 1999... sous Jospin... Seconde directive en 2002...et pour finir le travail, ce sont tous les types de courriers qui sont ouverts à la concurrence depuis la fin de l'année dernière.

Vous osez ensuite regretter la fermeture des petits bureaux de poste !!!! ???

Vous voulez défendre les services publics alors appliquez les principales propositions du Front National : gelez l'application des directives européennes, et faites en sorte que l'Etat soit le seul propriétaire des services publics. Voilà les seules solutions pour permettre une véritable égalité d'accès aux services publics.

En ce qui concerne le chapitre sur l'agriculture.

La région centre : une grande région agricole productrice de valeurs ! Vertes bien entendu, car cela ne peut se faire à vos yeux que par le bio !!!

Attention, l'actualité nous montre que cela peut être mortel même si on n'en fait que peu de publicité !!! Déjà en 1996 aux USA, 250 décès avaient été dénombrés suite à une infection par une souche pathogène .

Un tiers de ces décès étaient dus à la consommation de produits bios alors qu'ils ne représentaient qu'1% des aliments consommés dans ce pays.

Le bio n'est pas sans danger, aucune filière ne l'est, comme l'affirment les biologistes et Directeurs de Recherche au CNRS Mrs Wollman et Briat.

On retrouve dans votre rapport les vieux poncifs anti agriculteurs, pollueurs et gaspilleurs... Tout doit devenir bio... L'aide financière européenne est de plus en plus réservée à ce type d'agriculture. (primes à l'hectare et aides aux investissements, crédits d'impôts réservés aux agriculteurs bio)

Nous avons là le double diktat écolo-bruxellois. Car la première directive européenne concernant l'agriculture bio date de 1992.

Pourtant tout n'est pas vert dans le monde du bio. On connaît les péripéties de certains insecticides naturels utilisés pour le bio comme le roténone... interdit maintenant.

Nous pouvons parler aussi de l'utilisation du sulfate de cuivre utilisé dans le domaine de la viticulture et culture fruitière bio, alors que le cuivre est toxique pour les sols.

Les fertilisants organiques peuvent provoquer la présence de germes pathogènes pour l'homme comme dans l'agriculture classique.

L'interdiction des désherbants nécessite l'augmentation de divers travaux pour compenser qui provoquent une augmentation des dépenses énergétiques.

Ceci dit nous ne sommes pas opposés au développement du bio, parce que nous sommes honnêtes et que les produits bios, à condition qu'ils soient locaux comportent sans doute moins de produits dangereux pour l'environnement.

Mais nous refusons que l'on pointe un doigt accusateur sur les agriculteurs non bios qui n'ont obéi qu'aux exigences de productivité nécessaires pour vivre et nourrir le pays, nous refusons que la nouvelle politique agricole se fasse contre eux.

Une troisième voie entre le tout bio et le tout intensif peut exister, une agriculture raisonnée débarrassée des idéologies, dans l'intérêt du consommateur.

Notre perplexité réside ailleurs. Du fait de sa productivité moindre, il apparaît impossible d'avoir des rendements bios suffisants pour nourrir une population à l'échelle d'un pays. D'autant plus que le prix de revient du bio est plus élevé. Il faut avoir les moyens financiers des bobos pour pouvoir manger bio !

Cette agriculture bio semble avant tout être faite pour les circuits courts et les productions locales.

Nous soutenons la recherche ayant pour but de diminuer l'impact néfaste sur l'environnement de certaines pratiques. Mais ceci doit se faire dans l'intérêt de tous et avec les agriculteurs. Et vous risquez de transformer la riche terre agricole de notre Région en jardin bio, refermé sur lui-même.

Un Conseil régional a vocation d'agir sur le local, de financer, de développer ou d'améliorer ce qui existe, d'appliquer les directives de l'Etat...

Il n'a pas le pouvoir de mener sa propre politique économique, diplomatique etc. Le président de la région n'est pas le Gouverneur d'un Etat autonome même si c'est bien vers cela que vous tentez de vous diriger.

Ainsi en matière agricole, sachant que le revenu des agriculteurs a diminué de 34% l'an dernier, nous proposons la fin de la soumission de l'agriculture française aux ordres bruxellois et l'application d'une politique agricole française. Notre pays verse plus de 20 milliards d'euros à l'Europe et n'en reçoit en retour que 13 au titre de la PAC...

Concernant les transports :

Nous soutenons le développement des infrastructures ferroviaires, des transports publics. Nous sommes pour le développement des lignes ferroviaires dans plus de gares, et des transports collectifs en général. Mais s'il y a dans le document de synthèse du SRADDT des propositions intéressantes, d'autres sont totalement hallucinantes.

Ainsi dans le but d'éviter l'utilisation de certains moyens de transport. On fait référence à la réutilisation éventuelle des canaux par exemple, mais pour le coup, cela ne peut concerner que la Région... sauf si bien sûr l'Etat décide de remettre en service tous les canaux de France pour une utilisation à grande échelle. Intéressant mais peu imaginable, pour diverses raisons. Mieux vaut se contenter de développer le ferroviaire, cela semble plus réalisable.

Les automobilistes sont actuellement de plus en plus victimes du racket de l'Etat. En matière de transport, si vous voulez lutter contre le trafic routier trop important, il faut permettre à nos compatriotes d'avoir un accès rapide et proche à des gares, même petites, avec des trains fréquents et à l'heure.

Ce qui ne correspond pas à la réalité, là encore la politique de l'Europe a laissé sa marque. Combien de petites gares ont été fermées ? Quant aux conditions de voyage actuelles avec le train, inutile de revenir dessus... c'est lamentable et on se lamente, faites-moi confiance !

Vous désirez influencer sur les choix de la SNCF pour les prochains 10 ou 20 ans...autant commencer tout de suite, et à ce jour nous ne voyons pas sur quoi vous avez de l'influence. Par contre la SNCF elle, fait ce qu'elle veut. Voilà pourquoi l'automobile a encore de beaux jours devant elle.

Et la réflexion est souvent limitée aux citadins, certes plus nombreux, tramway, nouvelle gare... parking relais... transports collectifs gratuits... le milieu rural fait office de parent pauvre.

La volonté de diminuer les déplacements consiste à vouloir « parquer » les êtres humains autour de zones concentrant toutes les fonctions urbaines (logements, activités, commerces, services).

Vous nous préparez un monde de citadins, où l'Homme n'aura plus de véritable choix de lieu d'habitation, entouré par une campagne vide d'humains qui ne sera utilisé que pour l'agriculture bio et pour les promenades en famille...

L'automobiliste voilà l'ennemi ! Certains affirment qu'il faut faire payer à l'utilisateur de la route le coût du transport individuel. Avec en plus l'éventuel projet de mettre en place un péage sur les routes pour inciter nos compatriotes à prendre les transports collectifs. Sans commentaire...

Tout doit se calquer sur le transport collectif y compris les horaires de travail !! On ne veut pas s'adapter aux besoins humains mais pour le « collectif » tout est envisageable.

Voilà donc votre projet de civilisation ... un citoyen obéissant, concentré en un même lieu, prenant à horaire fixe son transport collectif, mangeant bio

Nous vous proposons les actions suivantes pour les 10 et 20 prochaines années. Au préalable bien entendu, la France aura dénoncé les Traités européens qui la maintiennent sous domination :

- **pour l'agriculture** : une fois débarrassée de la dictature européiste, la relance de la production en fonction des besoins nationaux, l'aide à la recherche indépendante pour remplacer si possible les produits les plus polluants, le développement des circuits courts.
- **pour les services publics** : l'Etat sera propriétaire des services publics avec la fin des politiques de libéralisation, un service public n'a pas à être rentable, c'est un service. Réouverture des petites structures notamment dans les zones les plus isolées garantissant ainsi l'égalité à l'accès.
- **pour les transports** : ce qui est lié au service public. Il faut certes lutter contre la pollution. Soucieux de la liberté de chacun, nous soutiendrons une politique de recherche indépendante pour développer des moteurs alternatifs n'utilisant plus le pétrole.

Ceci n'empêche pas le développement des transports en commun et cela passe par l'augmentation des dessertes. Ce n'est pas à l'Homme de s'adapter au transport mais aux transports de s'adapter à l'homme.

Réouverture de petites gares, développement et maintien des lignes ferroviaires même considérées comme « peu rentables », développement du covoiturage, des transports alternatifs pour le déplacement des personnes âgées et à mobilité réduite, ou à caractère professionnel pour se rendre à une même entreprise.

Nous refusons toute idéologie collectiviste qui vise à transformer l'Homme en troupeau d'utilisateurs de services à horaires fixes et obligatoires.

Nous donc voter contre ce projet qui vise à survoler plusieurs thèmes, où l'on trouve un peu de tout. Nous préférons voter au cas par cas les projets qui seront présentés, plutôt que de donner un accord sur un projet encore flou et aux arrières pensées idéologiques bien trop marquées.